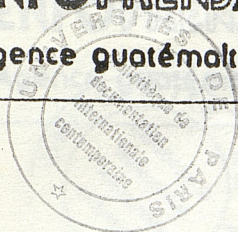


ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse



Informations du Guatemala

5^e année / N°218

du 2 au 8 mai 1987

POLITIQUE

Envoi d'hélicoptères de combat au Guatemala
Grève : Le gouvernement menace de licencier
La centrale démocrate-chrétienne n'appuie pas la grève
Peu de manifestants au défilé du 1er mai
L'Eglise dénonce les stérilisations massives
L'Université demande l'arrêt des bombardements
Front centraméricain contre l'émigration
Davantage d'aides pour la police guatémaltèque
Un secrétaire d'état mexicain en visite au Guatemala

INSURRECTION

L'URNG attaque une caserne de l'armée

MOUVEMENT POPULAIRE

La crise, fruit de la politique gouvernementale
CUC : 15 mois de promesses
Des paysans réclament des terres au Chimaltenango
Le diocèse de Izabal dénonce un assassinat

SITUATION SOCIALE

Une dénutrition alarmante

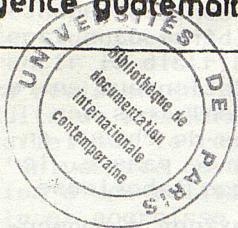
DROITS DE L'HOMME

On découvre 6 cadavres torturés
Un disparu retrouvé pendu
Deux assassinats

4°P.12315

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse



Informations du Guatemala

MISE AU POINT ECONOMIQUE

INFLATION, POLITIQUE SALARIALE ET EXIGENCES POPULAIRES

Les expressions du mécontentement social, conséquence de la détérioration de l'économie nationale et du climat d'instabilité politique, ne se sont pas faites attendre au Guatemala. Les prévisions officielles avaient situé l'indice de l'inflation pour 1987 entre 10 et 14 %, au début de l'année. Néanmoins, dans le premier trimestre, la réalité dépassa les estimations faites par les autorités.

Les prix des principaux produits de base ont augmenté bien au-delà de la limite fixée par les ministères de l'Agriculture et de l'Economie. Les produits laitiers et la viande ont augmenté d'au moins 30 %. De même, les médicaments ont vu leurs prix monter de 400 à 500 % en raison de la décision officielle de faire passer leur importation du marché des produits essentiels (1 quetzal = 1 dollar) au marché régulier où la monnaie américaine se change à 2,50 quetzals. Les prix des services publics ont également augmentés, en particulier les tarifs de la consommation électrique et des transports urbains et interurbains.

Ainsi, selon les estimations de spécialistes, l'inflation pourrait atteindre une moyenne de 40 %, malgré les tentatives gouvernementales de faire croire à un chiffre de 14 % maximum (inférieur au taux d'intérêt bancaire).

Le gel des salaires et la libération des prix des produits de consommation populaire ont aggravé la tension sociale, et les mesures d'adoucissement ne sont pas aussi radicales que les travailleurs l'exigent.

LE NOUVEAU PLAN DE CEREZO

Le "plan de réorganisation économique et sociale" (PRES) présenté en juin 1986 n'a pas atteint ses objectifs qui consistaient à trouver des solutions à court terme aux difficultés majeures précisées par le président Vinicio Cerezo, parmi lesquelles la nécessité de créer de nouveaux emplois et de promouvoir les augmentations salariales.

Au cours de l'année 86, la stabilisation du quetzal a été obtenue, selon les estimations officielles, grâce au PRES.

4°P. 12315 / Supplément au n° 218

La dévaluation de la monnaie nord-américaine et le réajustement du paiement de la dette extérieure ont également permis, selon les autorités, une certaine liberté dans la conduite de la politique monétaire.

Par ailleurs, le PRES incluait une recommandation aux entreprises privées afin qu'elles augmentent les salaires des travailleurs "en accord avec les possibilités de chaque entreprise". Après le premier semestre de l'année passée, le président Vinicio Cerezo a demandé à la classe laborieuse de faire "un petit sacrifice" et de ne pas exiger d'augmentation salariale jusqu'en 1987.

L'année 1987 est arrivée, et du fait des résultats limités du PRES, les pressions populaires ont conduit le gouvernement à présenter un nouveau plan de réorganisation nationale. Ce plan donne la priorité, selon la version officielle, à la construction d'oeuvres d'intérêt public, à la répartition de terres, à la sécurité sociale, à l'alimentation, à la promotion de l'exportation et à l'amélioration des services publics.

Le nouveau plan contient une préoccupation explicite pour le problème de la terre, absente du PRES, mais n'y propose pas de solution crédible.

Il est dit que pour établir un système de financement public pour l'achat de terres, le gouvernement aurait besoin de 22 millions de dollars par an, ce qui serait difficile à obtenir dans les conditions actuelles.

Sur la question du logement, il est spécifié que dix mille lots seront distribués, ce qui par rapport au déficit reconnu officiellement de 650 mille logements ne peut être considéré que comme un palliatif.

En outre, les 2,3 millions d'enfants qui sont privés de la possibilité d'étudier devront attendre huit ans avant de l'obtenir, selon Eduardo Meyer, ministre de l'Enseignement. 44 % de la population totale n'ont pas accès à l'instruction scolaire et 80 % des familles n'ont pas les moyens suffisants pour acheter le matériel scolaire dont auraient besoin leurs enfants. Il serait nécessaire d'embaucher au moins 22 mille enseignants et de construire 44 mille classes pour faire face aux nécessités actuelles.

Ainsi, le nouveau plan de réorganisation nationale ressemble moins à un programme de mesures importantes qu'à une manoeuvre en vue de contenir le mécontentement populaire.

PEU DE VOLONTE POUR AFFRONTER LA CRISE

La faculté des sciences économiques de l'université de San Carlos a récemment présenté un bref rapport qui indique que les principales causes du coût élevé de la vie sont l'absence de politique salariale adéquate et la libération des prix autorisée et stimulée par les autorités.

Le rapport universitaire rappelle que, selon la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL), l'inflation a atteint en 1986 au Guatemala 42 %, un fait historique sans précédent pour le porte-monnaie de la grande majorité des citoyens.

Après avoir listé les causes de la spirale inflationniste, le rapport lance un appel aux autorités afin qu'elles mettent un frein à la libération des prix, et conseille de garantir la distribution d'aliments riches en protéines, la révision des prix et le contrôle de la qualité des produits de première nécessité, ainsi que le réajustement salarial sur la réalité du coût de la vie.

L'université de San Carlos recommande en outre la réalisation d'une politique de développement agricole qui diversifie et accroisse la production, modifiant la structure actuelle de concentration de la terre. Cette politique serait le seul chemin viable pour réactiver le secteur industriel et provoquer un développement économique et social à long terme.

On déclare avec de plus en plus d'insistance que la politique économique de la démocratie chrétienne ne pourra progresser que si elle prend en compte le problème agraire. La situation est particulièrement critique si l'on considère que le revenu par habitant est tombé de 17 % ces dernières années et qu'il baissera encore plus en 87 si la croissance économique ne dépasse pas 2,8 %.

La Banque du Guatemala estime que la croissance économique pour cette année sera de 2 % et que l'on atteindra un produit national brut de 17.834 millions de quetzals, avec un taux d'inflation que l'on espère réduit à 12 %.

Néanmoins, l'augmentation du lait et des aliments de base explique les revendications des secteurs syndicaux au président Cerezo, qui, il est vrai, a déclaré ne pas avoir été élu pour "faire des miracles".

"On ne peut pas remédier en un an à ce qui s'est détérioré pendant plusieurs lustres", déclare l'un de ses ministres. La perte de pouvoir d'achat des travailleurs a conduit à une situation où la fragile ouverture a laissé la place à la répression sélective des responsables syndicaux et des citoyens qui attendent que le régime démocrate-chrétien décrète une nouvelle grille des salaires. Le président Cerezo a dit aux travailleurs qu'"ils ne doivent pas tout attendre du gouvernement", et il a rejeté les propositions de création de plusieurs dizaines de milliers d'emplois et d'augmentation salariale, qui se sont évanouies après sa première année de gouvernement.

La politique de "concertation nationale", slogan démocrate-chrétien pendant la campagne électorale, ne fonctionne pas et ne sert qu'à justifier les accords entre le parti gouvernemental, le patronat et l'armée. C'est ce que dénoncent les responsables syndicaux qui, à l'occasion de la journée internationale du travail, ont apporté leur soutien à plus de cent mille fonctionnaires qui sont en grève pour obtenir des augmentations salariales et d'autres acquis promis antérieurement par le gouvernement.

POLITIQUE

ENVOI D'HELICOPTERES DE COMBAT AU GUATEMALA

On a appris par la presse du 6 mai qu'à la demande expresse du président du Guatemala, Vinicio Cerezo, des hélicoptères et des équipages militaires nord-américains ont effectué entre les 3 et 5 mai une douzaine de missions contre-insurrectionnelles, en transportant des troupes entre la capitale du Guatemala et une région d'activité de guérilla.

Cette opération constitue la première du genre. Trois hélicoptères de type CH-47 Chinook et leur équipage de 18 soldats au total ont été détachés de leur base de Palmerola (Honduras) à la capitale du Guatemala, pour transporter 300 hommes de la troupe vers les casernes régionales de Playa Grande, à 200 kms au nord-ouest de la capitale. Marvin Braman, porte-parole du Pentagone a déclaré à ce sujet : "Le président du Guatemala a un problème avec l'insurrection et avait besoin d'aide"...les engins "ont décollé et atterri dans des zones de sécurité".

GREVE : LE GOUVERNEMENT MENACE DE LICENCIER

La grève des agents de l'Etat, décrétée le 27 avril, s'est étendue et touche maintenant près de 170 000 travailleurs, soit 65% des 250 mille employés de l'Etat dans le pays. Les pertes occasionnées par cette grève s'élèvent à 8 millions de quetzales par jour, en dépit des menaces de répression et de l'intimidation pratiquée par le gouvernement.

Les dirigeants du comité de coordination pour l'unité syndicale et professionnelle estiment à 38 le nombre d'organisations participant à la grève.

Le président Vinicio Cerezo a donné des instructions pour que les absences au travail soient consignées à partir du 5 mai afin d'entamer les procédures de destitution des travailleurs poursuivant la grève.

Les employés du secteur public demandent une augmentation de salaire de 100 Q. par mois (40 US\$).

LA CENTRALE DEMOCRATE CHRETIENNE N'APPUIE PAS LA GREVE

La Coordination Générale des Travailleurs (CGT, démocrate-chrétienne) a fait savoir le 28 avril qu'elle ne se solidarise "en aucune manière" avec les travailleurs du secteur public en grève pour exiger une augmentation de salaire.

Selon la CGT, une augmentation de salaire dans un seul secteur approfondirait la crise.

Les députés José Garcia Bauer et Jorge Canale Nanne ont proposé comme solution au conflit une diminution générale des salaires des hauts fonctionnaires et législateurs.

PEU DE MANIFESTANTS AU DEFILE DU 1er MAI

En raison de la terreur permanente de la répression, seulement 4 000 personnes, parmi lesquelles des délégations de paysans et d'organisations des droits de l'homme, ont défilé pour commémorer la journée internationale du travail dans les rues du centre de la capitale. Il n'y a pas eu d'incidents, les manifestants avaient particulièrement veillé à éviter les infiltrations de provocateurs. Ils voulaient exprimer dans le calme leur protestation contre la politique économique du président Cerezo. Aucun haut fonctionnaire n'assistait à la manifestation.

L'EGLISE DENONCE LES STERILISATIONS MASSIVES

Monseigneur Prospero Penados del Barrio, archevêque du Guatemala, a dénoncé le 5 mai, l'utilisation massive dans son pays "de méthodes contraceptives artificielles et dangereuses", dans le cadre d'une campagne de stérilisation massive et involontaire patronnée par l'Agence internationale pour le développement (AID) du gouvernement nord-américain, et menée par l'Association pour le bien-être familial. Cette affirmation a été ratifiée par le gynécologue et obstétricien Eduardo Fuentes Spross, professeur à l'Université de San Carlos, qui a déclaré que les agences de contrôle de la natalité opèrent au Guatemala en marge de la légalité et contre les droits de l'homme. Les deux personnalités s'exprimaient dans le cadre d'une conférence internationale sur la sexualité, organisée par la "Vie humaine internationale", tenue à Mexico.

L'UNIVERSITE DEMANDE L'ARRET DES BOMBARDEMENTS

Dans un communiqué du 3 mai, la faculté de Chimie et de Pharmacie de l'Université de San Carlos (USAC) demande l'arrêt des bombardements d'herbicides effectués par les avions nord-américains dans le département du Peten (nord du pays). L'utilisation abusive de substances chimiques comme le glyphosphate risque de contaminer l'eau, la flore et la faune de la région. Les risques de contamination de la population humaine existent également.

FRONT CENTRAMERICAIN CONTRE L'EMIGRATION

Catalina Soberanis, ministre du Travail, a annoncé la réunion prochaine des ministres du Travail d'Amérique centrale en vue d'examiner les questions relatives aux citoyens originaires de cette région résidant illégalement aux Etats-Unis.

100 mille Guatémaltèques se trouvent dans cette situation à Los Angeles, New York, Chicago et San Francisco.

Selon l'ambassadeur du Guatemala au Mexique, Julio Mendez, son gouvernement est incapable de fournir les services nécessaires aux clandestins vivant aux USA en cas de retour en masse.

DAVANTAGE D'AIDES POUR LA POLICE GUATEMALTEQUE

Juan José Rodil, ministre de l'Intérieur, a fait savoir le 28 avril que la police de l'état nord-américain de Géorgie faisait un don de 500 mille dollars à la police guatémaltèque. La subvention consiste en équipements de communication et sera livrée le 13 juillet, au moment de la visite du maire de la ville d'Atlanta (EU), A. Joung.

UN SECRETAIRE D'ETAT MEXICAIN EN VISITE AU GUATEMALA

Carlos Salinas de Gortari, secrétaire à la programmation et au budget au Mexique, se rendra en visite au Guatemala les 3 et 4 mai, à la suite de l'accord de coopération économique et sociale conclu en avril entre les deux pays.

La délégation mexicaine, composée de neuf personnes, rencontrera le président Cerezo, le ministre des Affaires étrangères, Mario Quinonez, le ministre du développement, Rene de Leon, et les autorités du secrétariat à la planification économique ainsi que celles de l'université de San Carlos.

INSURRECTION

L'URNG ATTAQUE UNE CASERNE DE L'ARMEE

Dans un communiqué du 29 avril, les forces de l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG) ont informé de l'attaque d'une caserne de l'armée dans la municipalité de Chajul, dans le département du Quiché ; on ne connaît pas le nombre des pertes.

Trois jours après, le 20 avril, des unités rebelles ont occupé une fraction de la route de la municipalité voisine, Nebaj, et tenu un meeting politique avec les habitants et les passants.

MOUVEMENT POPULAIRE

LA CRISE, FRUIT DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE

L'Unité Syndicale des Travailleurs du Guatemala (UNSI TRAGUA) a rendu le gouvernement du président Cerezo responsable de la situation actuelle des travailleurs du secteur public, signalant que la carence d'une politique économique en faveur des majorités démunies justifie les revendications des travailleurs.

Dans le bulletin, publié le 30 avril, la UNSI TRAGUA assure que le gouvernement de Cerezo "se démarque par sa politique économique erronée, conçue en faveur d'une minorité privilégiée et pour le maintien de son statut".

CUC : 15 MOIS DE PROMESSES

Dans un communiqué diffusé le 1er mai, le comité pour l'unité des paysans (CUC) affirme qu'après 15 mois de gouvernement démocrate-chrétien, aucune des promesses n'a été tenue ; en fait, il n'y a eu que toujours plus de promesses et de changements de noms dans le but de mystifier l'opinion publique.

Les travailleurs agricoles regroupés au sein du CUC demandent le respect de leurs droits fondamentaux et la mise en place d'une réforme agraire qui résolve le problème de la possession de la terre, sans radicalisme et sans démagogie.

Enfin, il est impossible d'instaurer la démocratie au Guatemala sans la paix, en cherchant en termes "justes et politiques" les manières de résoudre le problème de la guerre qui a lieu actuellement dans le pays.

DES PAYSANS RECLAMENT DES TERRES AU CHIMALTENANGO

Le 2 mai, 3 mille travailleurs agricoles se sont réunis à San Andres Itzapa, dans le département du Chimaltenango, pour exiger une réforme agraire. Ils ont constitué un mouvement paysan en faveur de la réforme, et demandent des terres fertiles.

LE DIOCESE DE IZABAL DENONCE UN ASSASSINAT

La Conférence des religieux du Guatemala (CONFREGUA) a apporté le 3 mai son appui au diocèse du département de Izabal (nord-est du pays), qui a récemment dénoncé la tentative d'enlèvement et d'assassinat sur le père italien Luis Maria Carezni, prêtre de la municipalité Los Amates.

La CONFREGUA note que "les conditions de sécurité requises pour le travail de l'Eglise catholique dans cette région doivent être réunies" ; elle demande aux autorités d'enquêter sur les faits et de châtier les responsables.

SITUATION SOCIALE

UNE DENUTRITION ALARMANTE

Le 28 avril, Eduardo Meyer, ministre de l'Education, a reconnu que 75% des enfants scolarisés dans les écoles publiques souffrent de déficiences alimentaires. "La dénutrition est due aux conditions de pauvreté extrême des parents des élèves, leurs revenus trop bas ne leur permettent pas de remplir ce que l'on appelle le panier de base alimentaire".

DROITS DE L'HOMME

ON DECOUVRE 6 CADAVRES TORTURES

Le 28 avril, la presse locale a fait part de la découverte des cadavres de 3 adultes non identifiés, présentant des traces de torture et de balles, dans des municipalités du département de Santa Rosa. 3 autres autres jeunes garçons ont été découverts dans les mêmes circonstances le 29 avril sur une route du département de El Progreso.

UN DISPARU RETROUVE PENDU

Selon une information du 2 mai, le cadavre d'un homme porté disparu depuis le 9 janvier dernier a été trouvé pendu à un arbre de la montagne du domaine Turula, dans la municipalité San Andres Villaseca, département Retalhuleu.

Roman Ajin Uac, 44 ans, avait disparu à cette date et toutes les recherches avaient été vaines.

DEUX ASSASSINATS

La presse a fait savoir le 4 mai qu'un groupe d'hommes armés avait attaqué par balles Francisco Galindo Escobedo, et l'avait achevé d'une balle dans la tempe, le 2 mai sur la route menant au port de Champerico, Retalhuleu.

Victor Hugo Matheu a été assassiné dans les mêmes circonstances à bord de son véhicule dans une rue du centre de la capitale.